

Discours au IIe Congrès du Komintern

Christian Rakovsky

Source : [Der zweite Kongress der Kommunist Internationale](#) : Protokoll der Verhandlungen vom 19. Juli in Petrograd und vom 23. Juli bis 7. August 1920 in Moskau. Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale 1921, pp. 331-338. Et [en anglais sur MIA](#). Traduction et notes à partir de ces deux versions pour MIA.

Rakovsky : Je vais prendre la liberté de m'attarder quelque peu sur la déclaration des camarades français, lue par le camarade [Cachin](#). Mais je voudrais d'abord dire quelques mots sur la question que le camarade [Dittmann](#) a soulevée hier, à savoir celle sur l'ambassade de Russie à Berlin. Je me limiterai à une évaluation des faits.

L'attitude du prétendu mouvement révolutionnaire en Allemagne était beaucoup plus grave que ce qui a été décrit. Il ne s'agissait pas seulement d'expulser l'ambassade russe de Berlin¹. En réalité, le gouvernement de [Haase](#) et de [Kautsky](#), qui était alors en charge des affaires étrangères, avait l'intention de provoquer une rupture complète avec la Russie.

Ils n'avaient même pas le pouvoir et l'autorité nécessaires pour permettre aux membres de la mission diplomatique russe de se rendre à Vienne alors que, retenus à Berlin, ils voulaient se rendre en Autriche. Durant les dix jours où la mission russe à Berlin a été retenue à Borissov sous la surveillance de soldats, d'officiers allemands et d'émissaires diplomatiques du gouvernement impérial, un quelconque petit comte a usurpé tous ses pouvoirs de son propre chef jusqu'à la fin de la captivité de notre mission. Aucun des télégrammes que nous avons envoyés à Berlin n'a reçu de réponse.

Nous avons entendu hier les explications du camarade Dittmann. Il a dit : « *Si nous avons refusé le blé russe qui se trouvait déjà à la frontière allemande, c'est parce que nous ne pouvions pas prendre cette lourde responsabilité sur nous. Mais il ne s'agissait nullement d'un quelconque mépris envers cette preuve de solidarité de la part des Russes. Malgré tous nos efforts, nous n'avons pas réussi à obtenir le retour de la représentation diplomatique russe à Berlin.* »

Le camarade Dittmann aurait pu ajouter qu'ils n'ont même pas été capables de permettre à la mission russe de transiter vers Vienne, malgré l'approbation du gouvernement autrichien de Victor Adler², et ce pour la simple raison que les Indépendants³ constituaient la minorité du gouvernement. La majorité

1 Le 5 novembre 1918, le gouvernement impérial allemand rompit les relations diplomatiques avec la R.S.F.S.R. et expulsa Joffé et le personnel de l'ambassade soviétique de Berlin. Le nouveau gouvernement issu de la révolution du 9 novembre et dirigé par les socialistes majoritaires refusa d'annuler cette décision.

2 Adler, Victor (1852-1918), fondateur et dirigeant de la social-démocratie autrichienne, membre du Bureau socialiste de la IIe Internationale. Social-chauvin pendant la Première guerre mondiale.

3 Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD), parti centriste issu d'une dissidence au sein du Parti social-démocrate allemand (SPD) dominé par les social-chauvins. Fondé en avril 1917 à Gotha, les « Indépendants » refusèrent néanmoins de lutter ouvertement contre la guerre impérialiste et de soutenir la révolution d'Octobre. Les « Spartakistes » s'en séparèrent pour fonder le Parti communiste allemand (KPD) en décembre 1919. En décembre 1920, l'aile gauche de l'USPD fusionna avec ce dernier et en 1922, les restes de l'USPD réintégrèrent le SPD.

de ce dernier était composée de bourgeois ou de socialistes de droite ; aucune des revendications des socialistes indépendants n'a été satisfaite.

Mais en réalité, là n'est pas la question. Au fond, je ne vois dans ce que dit le camarade Dittmann qu'une répétition historique de ce que tout le monde sait déjà. La vraie question ici est de savoir s'ils ont tiré les conclusions logiques de cette collaboration ministérielle, à savoir que les socialistes ne peuvent jamais imposer leur volonté dans un gouvernement bourgeois.

C'est un fait bien connu depuis longtemps, et c'est aussi l'une des raisons pour lesquelles nous sommes depuis toujours opposés à la collaboration ministérielle, à la collaboration de classe. D'ailleurs, dans les discours du camarade Dittmann, je n'ai pas entendu un seul mot de regret sur le fait que les Indépendants aient participé au gouvernement de [Scheidemann](#) et d'[Ebert](#), trahissant ainsi les intérêts de la classe ouvrière allemande et de la révolution russe. Le camarade Dittmann a pris un malin plaisir à lire un document contenant le texte d'un télégramme du camarade [Radek](#) ; je ne sais pas si le contenu a été fidèlement reproduit.

Radek : Il n'existe pas !

Rakovsky : Quand bien même ce télégramme existerait ! Qu'il ait ou non existé, tout révolutionnaire était conscient du fait que l'Allemagne qui venait de se débarrasser du joug de Guillaume II et qui avait connu une révolution prolétarienne, que cette nouvelle Allemagne donc allait devoir agir au côté de la Russie soviétique contre l'Entente. Oui, c'est un fait que les Indépendants ne comprennent pas encore aujourd'hui, même s'ils nous disent qu'ils se sont trouvés en Allemagne dans une situation extraordinairement difficile, due à la famine et à la grande mortalité dans le pays. Pour sauver l'Allemagne, ils sont entrés dans un gouvernement où, comme ils auraient dû le savoir d'avance, ils seraient, comme les socialistes majoritaires, les serviteurs de la bourgeoisie allemande et de l'Entente capitaliste. Et pour se justifier, ils disent toujours la même chose : « Nous n'avions pas de pain ».

Mais si cette justification était vraiment sérieuse, alors elle aurait dû servir à prouver que les socialistes majoritaires et la bourgeoisie avaient tort. Vous auriez dû dire à la bourgeoisie : « Nous ne voulons pas prendre le pouvoir dans ces conditions. Mais si vous ne voulez pas prendre la responsabilité de laisser l'Allemagne sans pain, alors laissez le pouvoir aux ouvriers allemands ».

Il fallait créer un gouvernement prolétarien en Allemagne. Mais en validant les arguments de la bourgeoisie dès que le pain vient à manquer, vous en êtes arrivés à approuver la vieille théorie de la collaboration ministérielle. Jusqu'à présent, nous avons entendu à peu près les mêmes arguments en France, en Russie, en Angleterre et presque partout ailleurs. À un moment donné, la bourgeoisie se trouve dans une situation difficile. Elle se tourne alors vers la classe ouvrière et lui dit : « Partagez avec nous les responsabilités du pouvoir ». Mais si la situation de la bourgeoisie est si difficile, il me semble alors que le moment est propice, pour une classe et un parti révolutionnaires, de mettre cette bourgeoisie au pied du mur et de la renverser et non de collaborer avec elle !

Je ne me suis pas attardé sur cette question pour répondre à tout le discours du camarade Dittmann, mais uniquement pour constater et en tirer la conclusion générale que, malheureusement, en l'espace de deux ou trois ans, les Indépendants allemands, tels qu'ils sont représentés ici par les camarades Dittmann et [Crispien](#), ne semblent avoir rien oublié, mais rien appris non plus. C'est là que se situe le cœur du débat.

Les erreurs du passé ont deux significations différentes. On peut et on doit (et le prolétariat aussi le fait nécessairement) en tirer les leçons qu'elles apportent, et ne pas faire ici de longs discours qui relèvent plus de l'autojustification que des professions de foi révolutionnaires. Il ne faut pas chercher à justifier le comportement de l'U.S.P.D. par tous les moyens et toutes les justifications possibles.

La question qui nous occupe est la suivante : Si l'Internationale a démontré que les socialistes indépendants ont commis une seule erreur capitale par rapport au prolétariat, vis-à-vis des ouvriers allemands, c'est qu'au moment crucial – je veux dire à l'époque de Borissov – non seulement ils n'ont pas pu choisir entre la révolution et l'impérialisme, mais ils ont finalement choisi l'impérialisme. Contrairement à ce qu'ils disent, n'ont pas sauvé l'Allemagne, c'est inexact : ils l'ont perdue. Ils portent la responsabilité de toutes les conséquences de la collaboration qu'ils ont accepté dès le premier moment. Ils portent la responsabilité de l'effondrement du mouvement révolutionnaire prolétarien qui a suivi cette collaboration. Oui, le prolétariat allemand a été endormi et, trompé par la collaboration des Indépendants et des socialistes majoritaires, il a espéré trouver le salut de l'Allemagne dans l'Entente, il l'a attendu de Wilson et de Versailles⁴. Et aujourd'hui, alors qu'il est clair que toute la misère de l'Allemagne vient de là, la responsabilité doit en incomber aux Indépendants et aux socialistes de droite.

J'en viens maintenant à la déclaration de la section française. À la différence des socialistes indépendants allemands, les déclarations des socialistes français, tant publiques que privées, et leurs silences mêmes, montrent qu'en un certain sens leur conscience s'est éveillée. Ils semblent qu'ils se repentent sincèrement de leur passé et qu'ils sont en mesure de dresser le bilan de leurs erreurs. Je partageais moi aussi cette impression générale. Mais une lecture attentive de leur déclaration m'a cependant montré que je m'étais quelque peu trompé. J'ai cette déclaration sous les yeux. Quand le camarade Cachin l'a lue, beaucoup de choses m'avaient étonnée. En relisant le texte, je suis surpris non seulement par la prudence avec laquelle la déclaration s'exprime, mais aussi par la réserve, la discrétion et, dirais-je même, les réserves intellectuelles qu'elle révèle.

En premier lieu, la déclaration est totalement silencieuse sur le passé, et ce qui est encore plus inquiétant que ce silence, ce n'est pas, comme on pourrait le supposer, la honte d'avouer ses erreurs à ses camarades, mais c'est l'attitude réservée envers l'avenir, dont la déclaration lue ici témoigne clairement.

Parlant de la collaboration des classes, la déclaration commence par les mots suivants : « *Dans la conjoncture historique actuelle, celui qui prétend encore collaborer avec la société bourgeoise au moment où s'engage partout la lutte sociale décisive n'a pas sa place dans les rangs du parti de la classe ouvrière.* » Autrement dit, il y aurait également des périodes et des conjonctures historiques où la collaboration des classes est permise, et si cette collaboration a existé dans le passé, c'est parce que la conjoncture historique l'exigeait. Puisque les conditions historiques sont aujourd'hui favorables à une révolution, nous renonçons à cette collaboration. Mais imaginons que la bourgeoisie puisse demain reprendre des forces si elle parvient à surmonter certaines difficultés, alors les circonstances historiques du socialisme français, qui vient à peine de devenir révolutionnaire, pourraient elles aussi changer, et il n'existe alors aucune raison pour qu'il ne retombe pas dans ses anciennes erreurs.

Je lis encore ceci : « *Si la guerre mondiale éclate à nouveau un jour, la politique impérialiste criminelle actuelle de la bourgeoisie française en portera la principale responsabilité.* »

Dans les débats parlementaires et dans la presse françaises, le mot « *actuelle* » sera le mot clé de la délégation du Parti socialiste français. C'est un signe qui leur donnera l'occasion de dire : « Dans le passé, les choses étaient différentes. La responsabilité de la guerre n'incombe pas seulement à notre bourgeoisie, mais aussi à l'impérialisme allemand, et toute notre politique de défense nationale était donc, en ce qui concerne le passé, pleinement justifiée. »

Plus loin nous lisons : « *Nous refuserons d'avoir le moindre rapport avec cette politique, que ce soit sous la forme de l'approbation de crédits ou de la participation à des ministères. Nous saurons nous souvenir*

4 Traité de paix signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne vaincue et les puissances de l'Entente. Le traité rendait l'Alsace – Lorraine à la France, privait l'Allemagne de ses colonies et de plusieurs territoires en Europe, limitait ses armements et les effectifs de son armée et lui imposait de lourdes réparations de guerre. Le but de ce traité était non seulement d'affaiblir un dangereux rival impérialiste mais aussi d'écraser la vague révolutionnaire en Allemagne.

que, dans les conditions où les intérêts nationaux coïncident avec les intérêts de la ploutocratie, le plus haut devoir du prolétariat est envers sa propre classe. »

Je répète : « *Dans des conditions où les intérêts nationaux coïncident avec les intérêts de la ploutocratie* » ; comme si, dans la société bourgeoise, il y avait des moments où les intérêts de la ploutocratie et de la bourgeoisie ne coïncidaient pas avec les intérêts nationaux. C'est encore une fois une justification de la tactique du passé et une porte ouverte pour s'y faufiler discrètement.

Camarades, ce que nous voyons ici est un moyen de justifier toutes les trahisons à l'avenir. En attendant, nous devons affirmer que si nous avons un vif intérêt à ce que le prolétariat d'un pays particulier soit révolutionnaire, c'est précisément le prolétariat français. La France constitue aujourd'hui la place forte de l'armée contre-révolutionnaire. La question est donc de savoir quelles sont les difficultés que nous avons encore à surmonter.

En tant qu'opportunistes, les socialistes français ressemblent à tous les autres opportunistes, et nous devons combattre les vues particulières à travers lesquelles cet opportunisme s'exprime dans chaque pays, dans le cas où il soutient la collaboration de classe.

En ce qui concerne la France, il y a une chose que nous devons dire. Avant la guerre, le Parti socialiste français était influencé par le socialisme démocratique de la Révolution française et non par le marxisme. À ce moment-là, les « allémanistes » et les « possibilistes »⁵ étaient contre le ministre Constant, non pas pour aller avec le [général Boulanger](#), mais pour faire la révolution ; ils avaient déjà décidé qu'il fallait prendre le pouvoir.

Le Parti socialiste ouvrier français prit des dispositions pour utiliser la guerre et déclencher un soulèvement. Voyez comme est grande la différence entre hier et aujourd'hui, comme est tombé bas, pourrait-on dire, le socialisme français qui, en 1889, malgré sa faiblesse, avait cru qu'à certains moments, sous la menace de la contre-révolution, il était du devoir de la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

Mais ce socialisme révolutionnaire a été enterré à Amsterdam en 1904 et [Jules Guesde](#), en acceptant l'unification [*en 1905*], a tué le guesdisme. Il ne resta plus que le réformisme, c'est-à-dire [Jean Jaurès](#). Jaurès avait adopté le programme révolutionnaire en adhérant au parti, mais il est mort réformiste. Il est inutile de retracer ici les débats qui ont eu lieu entre la méthode Jaurès et celle de Ferry⁶.

Camarades, c'est sur ce point qu'il faut insister énergiquement en France. Il ne s'agit pas seulement de revoir le programme afin d'y mettre tout ce que l'on veut. Ce qui importe avant tout, c'est de revoir les méthodes et la tactique.

Avant de terminer, je voudrais encore faire une remarque concernant le discours du camarade [Bordiga](#). Je ne pense pas que ses méthodes produiront de bons résultats, mais bien plutôt qu'à cause d'elles, de fausses idées sur la révolution prendront racine.

Bordiga nous a dit : « Nous ne préparons pas la révolution. Nous préparons le prolétariat à la révolution ». Je crains que de telles formules sur la question de la révolution ne fassent que raviver et renforcer en dehors du parti les erreurs qui se font sentir actuellement dans le mouvement ouvrier,

5 « Allémanistes » est le nom donné aux partisans de Jean Allemane (1843-1935), ouvrier et communard qui rompit avec les « possibilistes » en 1891 pour former le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire. « Possibilistes » : courant réformiste petit-bourgeois qui se proposait de restreindre l'activité de la classe ouvrière aux limites de ce qui était « possible » dans le système capitaliste. En 1902, les « Possibilistes », avec d'autres groupes réformistes, formèrent le Parti socialiste français. En 1905, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire et le Parti socialiste français s'unifièrent pour fonder la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière).

6 Ferry, Jules (1832-1893) homme d'État français, républicain modéré. Plusieurs fois ministre, auteur des lois sur l'instruction obligatoire. Président du Conseil des ministres en 1880-1881 et 1883-1885.

dans le mouvement socialiste et même dans certains mouvements communistes, notamment en Italie. Un correctif est ici absolument nécessaire.

Camarades, ce ne sont pas les [conditions d'admission dans l'Internationale communiste](#) qui nous offriront toutes les garanties nécessaires. Elles doivent être considérées comme un minimum et, si besoin, elles doivent être affinées.

Je crois cependant que l'Internationale communiste saura trouver une autre sorte de garantie. Ce n'est qu'en construisant un véritable centre du mouvement international, en créant un véritable état-major de la révolution doté des pleins pouvoirs pour diriger le mouvement dans le monde entier, que l'on pourra s'assurer de l'exécution des conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Il est en tout cas extrêmement important que le centre dispose de pouvoirs très étendus.